

<b>Mission 1 : le combat pour l'emploi local</b>	<b>M1</b>
<b>Action 3 : faire de la formation la garantie des emplois de demain</b>	<b>A3</b>
<b>Région - Formation - Accès emploi</b>	<b>502</b>

Le Conseil Régional,

- VU** le code général des collectivités territoriales et notamment les articles L.1611-4, L.4221-1 et suivants,
- VU** le code du travail, notamment son article L.5312-1,
- VU** la loi n°2014-288 du 5 mars 2014 relative à l'orientation et à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale,
- VU** la loi n°2018-771 du 5 septembre 2018 pour la liberté de choisir son avenir professionnel,
- VU** le décret n°2016-729 du 1er juin 2016 relatif au système d'information concernant les demandeurs d'emploi et salariés mis en œuvre par Pôle emploi,
- VU** le règlement budgétaire et financier,
- VU** le budget voté au titre de l'exercice 2019 lors des séances du Conseil régional relatives au budget de la Région,
- VU** la délibération du Conseil régional des 20, 21 et 22 décembre 2017 adoptant la Stratégie régionale de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles (SREFOP) ainsi que le Schéma régional des formations sanitaires et sociales qui lui est annexé,
- VU** la délibération du Conseil régional du 22 mars 2018 adoptant le Plan de bataille pour l'emploi,
- VU** le Pacte régional 2019-2022 d'investissement dans les compétences entre la Région Pays de la Loire et l'Etat signé le 18 février 2019,
- VU** la délibération de la Commission permanente du conseil régional du 12 juillet 2019 approuvant la convention financière 2019 dérogeant au règlement budgétaire et financier du conseil régional,
- VU** la délibération n°2008-04 du conseil d'administration de Pôle emploi du 19 décembre 2008 fixant la nature et les conditions d'attribution des aides et mesures accordées par Pôle emploi, modifiée par les délibérations n°2013-36 et 2010-40,
- VU** la délibération n°2010-40 du conseil d'administration de Pôle emploi du 9 juillet 2010 portant création de la préparation opérationnelle à l'emploi (POE), modifiée par la délibération n°2013-36 du 19 septembre 2013,
- VU** la délibération n°2018-14 du conseil d'administration de Pôle emploi du 14 mars 2018 relative à la mise en œuvre d'initiatives régionales dérogatoires

dans le cadre de l'action de formation préalable au recrutement (AFPR), de la préparation opérationnelle à l'emploi individuelle (POEI).

**VU** l'avis du Conseil Economique, Social et Environnemental Régional en date du 15 octobre 2019,

**CONSIDERANT** le rapport de sa Présidente,

**CONSIDERANT** l'avis de la commission Emploi, apprentissage, formation professionnelle, insertion

**ENTENDU** Jean-Claude CHARRIER, Christophe DOUGE, Violaine LUCAS, Franck NICOLON, Pascal NICOT, Pauline MORTIER, Nathalie POIRIER, Marie-Cécile GESSANT, Nathalie GOSSELIN, André MARTIN

Après en avoir délibéré,

**APPROUVE**

l'inscription à la Décision modificative 2019-3 d'une dotation de 2 101 193 € d'autorisations d'engagement et de 265 904 € de crédits de paiement en fonctionnement au titre du programme 502 : "REGION FORMATION - ACCES Emploi",

**ATTRIBUE**

une subvention de 2 342 937 € à Pôle emploi pour la réalisation de 522 formation d'adaptation à l'emploi (Parcours TPME) conformément à l'avenant n° 1 à la convention financière 2019 entre Pôle emploi et la Région annexé au rapport "Partenariat Pôle emploi - Région 2019" présenté à cette session du Conseil régional,

**AFFECTE**

une autorisation d'engagement d'un montant global de 2 342 937 € pour permettre à Pôle emploi la réalisation de 522 parcours TPME supplémentaires dans le cadre du programme "REGION FORMATION - ACCES Emploi".

La Présidente du Conseil régional



Christelle MORANÇAIS

**ADOPTÉ**

Abstentions : Groupe Socialiste, Écologiste, Radical et Républicain, Groupe Écologiste et Citoyen, Pascale DEBORD

*Les élus intéressés ne prennent pas part au vote.*

REÇU le 21/10/19 à la Préfecture de la Région des Pays de la Loire

L'original de la délibération et les documents annexés sont mis à la consultation conformément aux dispositions de la loi n° 78.753 du 17 juillet 1978 relative à l'accès aux documents administratifs